

ACTIVITÉS EXTÉRIEURES

Novembre-décembre 1988

Afrique

Soudan

A fin novembre, le CICR a reçu l'autorisation du gouvernement soudanais et les assurances nécessaires de la part du mouvement d'opposition SPLM/SPLA pour réaliser le plan d'action établi et les vols ont commencé le 4 décembre. Pendant le dernier mois de l'année, les avions du CICR ont pu se rendre régulièrement à Wau et Aweil, dans la zone sous contrôle gouvernemental, d'une part, à Akon et Yirol, en zone contrôlée par la SPLA, d'autre part, en partant soit de Khartoum, soit du Kenya (Lokichokio) ou d'Ouganda (Entebbe).

Une sous-délégation a été ouverte à Wau ainsi que des bureaux du CICR à Akon et Yirol. Les délégués du CICR y ont procédé aux premières distributions d'assistance alimentaire à l'attention des personnes les plus nécessiteuses (personnes déplacées, patients des hôpitaux, prisonniers). Des équipes de vétérinaires ont aussi entrepris de vacciner le bétail et du matériel médical destiné à pourvoir les dispensaires a aussi été distribué.

Somalie

Une équipe de délégués du CICR s'est rendue dans le nord du pays à fin novembre, plus précisément à Garoe, Las Anod, Berbera et Burao, afin d'y évaluer les besoins notamment dans le domaine médical. Au cours du mois de décembre les discussions ont été poursuivies pour mettre sur pied un programme d'action en coopération avec la Société nationale.

Ouganda

Pour la première fois depuis que le NRA («Armée nationale de résistance») est au pouvoir, le CICR a reçu l'autorisation d'effectuer

des visites dans les lieux de détention dépendant de l'armée. Du 17 novembre au 14 décembre, les délégués du CICR ont visité huit de ces lieux de détention, à Kampala et dans l'est du pays, selon les critères habituels de l'institution. Ils se sont notamment entretenus sans témoin avec 135 détenus qui relevaient des catégories dont s'occupe le CICR.

Des actions d'assistance matérielle et alimentaire en faveur de personnes déplacées ont aussi eu lieu dans le district de Gulu et de Soroti. En outre, quelque 2000 réfugiés soudanais ont été assistés à Kigtum, en accord avec le HCR.

Burundi

Au cours des deux derniers mois de l'année, la quasi totalité des réfugiés sont revenus du Rwanda et se sont réinstallés dans leur collines d'origine. Le CICR a distribué à ces populations démunies des secours matériels pour permettre leur réinstallation. Par ailleurs, les délégués du CICR ont effectué une série de visites aux personnes détenues en raison des événements, à partir du 5 décembre. Ces visites, qui se sont terminées début janvier 1989, ont permis au CICR de visiter 78 détenus, selon les critères habituels de l'institution.

Mozambique

Le CICR a poursuivi son action d'assistance dans les capitales provinciales faute de pouvoir reprendre ses vols (interrompus le 19 juillet) à destination de localités plus directement touchées par les événements. Un accord de principe est toutefois intervenu le 5 décembre et les vols devaient reprendre début 1989. En revanche, les délégués ont poursuivi leurs visites aux détenus de sécurité, en attente de procès ou déjà condamnés, en visitant la prison de Chimoio, dans la province de Manica, en novembre, et celle de Nampula (province de Nampula) en décembre.

Angola

Le CICR a distribué 1446 tonnes de semences à 90 600 familles dans les provinces de Huambo, Bié et Benguela. Après une interruption de trois mois, la délégation du CICR a pu reprendre ses vols sur Bailundo (province de Huambo). Des délégués ont aussi évalué la situation à Luena (capitale de la province de Moxico), Menongue (province de Cuando Cubango) et Uige. Le 5 novembre, par ailleurs, les délégués ont visité, pour la deuxième fois, un prisonnier de guerre namibien détenu à Luanda.

Amérique latine

De même qu'au *Nicaragua* et à *El Salvador*, des détenus de sécurité ont été visités au *Chili*, en *Colombie*, au *Paraguay* et au *Pérou*. A *Cuba*, les délégués du CICR ont eu des entretiens avec les autorités, notamment au sujet de la série de visites effectuée en juin 1988 aux détenus de sécurité incarcérés dans les prisons cubaines. Ils ont également visité à nouveau le prisonnier de guerre sud-africain détenu à Cuba.

Les programmes d'assistance en faveur de la population civile se sont poursuivis au *Pérou*, à *El Salvador* et au *Nicaragua* où un soutien logistique a continué d'être apporté à la Croix-Rouge nicaraguayenne dans le cadre de ses activités en faveur de la population victime de l'ouragan Joan. Les activités du CICR dans ce contexte ont été relatées dans le précédent numéro de la *Revue internationale*.

Les délégués régionaux du CICR basés en *Argentine*, en *Colombie* et au *Costa Rica* ont également effectué diverses missions en *Bolivie*, au *Brésil*, au *Mexique*, au *Panama* et en *République dominicaine*.

Le délégué général et le délégué régional basé en Colombie ont participé à la réunion des Sociétés nationales du continent américain qui s'est déroulée à *Caracas*, du 9 au 11 décembre.

Asie

Conflit afghan

L'hôpital de chirurgie de guerre ouvert par le CICR à Kaboul le 1^{er} octobre 1988 a répondu à des besoins croissants: si 73 patients y ont été hospitalisés en novembre, contre 65 en décembre, le nombre des interventions chirurgicales a passé, lui, de 152 à 205. Un nouveau bâtiment pouvant comprendre 60 à 70 patients a été construit en décembre, faisant passer la capacité totale de cet hôpital à 120 lits. Les deux hôpitaux du CICR au Pakistan (à Peshawar et Quetta) ont également reçu un nombre croissant de patients et leurs structures ont été adaptées en conséquence.

Dans le domaine de la détention, il faut signaler la visite, après celle de Mazar I Sharif en septembre, d'un nouveau lieu de détention en province: les délégués ont effectué, du 12 au 19 décembre, une visite de la prison d'Herat, capitale de la province du même nom, où ils ont eu accès aux prisonniers condamnés. Le CICR a par ailleurs visité pour la deuxième fois, du 19 novembre au 12 décembre, la prison de Pul-I-

Charki à Kaboul, où une assistance importante sous forme de nourriture, produits d'hygiène et articles de loisirs a été distribuée. Notons également qu'il a apporté, le 17 novembre, une assistance aux mineurs détenus dans le centre de Dar Ul Tadid, à Kaboul. Il faut enfin relever que, par la poursuite de ses contacts avec les représentants de divers mouvements d'opposition, le CICR a effectué des visites à un nombre croissant de prisonniers. L'institution a par ailleurs été en mesure, depuis novembre, de développer largement les activités relevant de l'Agence centrale de recherches, notamment par l'échange de messages de la Croix-Rouge entre des détenus et leurs familles.

Concluons en signalant qu'au cours de la période considérée, le CICR a pu davantage accéder aux provinces d'Afghanistan, puisque des équipes de délégués ont pu se rendre dans six différentes régions du pays afin d'y évaluer les besoins des victimes du conflit, essentiellement en matière médicale, et d'y mettre en place des structures permanentes.

Conflit du Kampuchéa

Dans le cadre des activités qu'il mène en faveur des victimes du conflit du Kampuchéa déplacées sur la frontière thaïlandaise, le CICR a continué à se préoccuper vivement du sort de la population civile administrée par le Kampuchéa démocratique. Plusieurs camps où est regroupée cette population demeurent en effet inaccessibles tant au CICR qu'aux agences onusiennes œuvrant sur place et sont directement exposées aux combats. Le CICR a poursuivi des démarches soutenues en vue d'avoir accès à ces populations. Le délégué général pour l'Asie et le Pacifique a ainsi rencontré début novembre, à Paris, le prince Sihanouk, l'un des dirigeants de la Coalition s'opposant au régime de Phnom Penh, afin de lui faire part des préoccupations de l'institution à cet égard. Le délégué général s'est ensuite rendu à Bangkok, où il a eu sur le même sujet des contacts approfondis avec les autorités thaïlandaises. L'année s'est toutefois achevée sans qu'une amélioration de l'accès à la population civile administrée par le Kampuchéa démocratique ait pu être notée.

Le CICR a, par contre, eu la satisfaction, en fin d'année, de pouvoir organiser la première réunion de famille à destination de la République populaire du Kampuchéa: les délégations de Bangkok et de Phnom Penh ont rapatrié, le 22 décembre, un jeune homme khmer de 16 ans arrivé contre son gré par bateau en Thaïlande, et qui a ainsi pu, selon son désir, retrouver ses parents à Kampot.

Viet Nam

Pendant la période considérée, les activités du CICR ont subi quelques changements, puisque l'institution organisait pour la dernière fois, le 7 novembre, conjointement avec le CIM (Comité intergouvernemental pour les migrations), un vol de rapatriement du Viet Nam vers Taïwan, dont ont bénéficié 110 personnes. 6198 personnes auront bénéficié au total de cette prestation du CICR depuis le premier vol organisé en 1976. Ce programme est désormais repris par le CIM.

Par ailleurs, le CICR s'est ouvert des perspectives de travail nouvelles en dépêchant au Viet Nam, dès fin novembre, un orthopédiste qui travaille depuis lors à l'aménagement à Ho-Chi-Minh-Ville d'un centre de réhabilitation destiné aux handicapés de guerre. Ce centre, conformément à un accord passé avec les autorités vietnamiennes, sera géré en coopération par le ministère du Travail, des Invalides et des Affaires sociales et le CICR en collaboration avec la Croix-Rouge vietnamienne.

Moyen-Orient

Liban

L'enlèvement du délégué du CICR, Peter Winkler, le 17 novembre à Saïda et sa séquestration pendant trente jours ont eu pour effet un ralentissement des activités de la délégation au Liban. Les graves menaces proférées à l'attention des délégués du CICR dans les jours qui ont suivi la libération de Peter Winkler, le 16 décembre, ont ensuite contraint le CICR à prendre la décision de rapatrier ses délégués et de suspendre temporairement ses activités au Liban dès le 19 décembre. L'année s'est achevée sur l'espoir que cette suspension ne se prolongera pas et que le CICR pourra rapidement reprendre la mission humanitaire de protection et d'assistance qu'il accomplit depuis plus de vingt ans en faveur des victimes de la situation conflictuelle.

Israël et territoires occupés

En Israël, l'année s'est achevée sans que l'«Intifada», qui a atteint son premier anniversaire, ou les mesures visant à la réprimer, n'aient diminué d'intensité. Le CICR a donc continué de déployer des activités soutenues dans les territoires occupés. Il a visité les personnes arrêtées en raison des événements afin de vérifier leurs conditions d'internement

et de leur apporter une assistance matérielle, le cas échéant. L'équipe médicale du CICR, quant à elle, a poursuivi ses évaluations régulières de l'infrastructure médicale en place, visité les personnes blessées lors de manifestations, et apporté son soutien aux sections locales du Croissant-Rouge. L'assistance fournie directement à la population civile s'est pour l'instant limitée à des distributions ponctuelles de secours aux familles victimes de destructions de maisons, mais la délégation suit de près l'évolution de la situation. Elle continue d'intervenir oralement ou par écrit auprès des autorités israéliennes pour leur rappeler les obligations découlant de la IV^e Convention sur la protection de la population civile.

Conflit Iran/Irak

Alors que le dernier numéro de la *Revue internationale* se terminait sur une note optimiste au chapitre du conflit entre l'Iran et l'Irak, avec le rapatriement simultané de 25 prisonniers de guerre malades, blessés ou âgés par chacune des deux parties, et que l'Iran et l'Irak signaient au siège du CICR à Genève un accord prévoyant le rapatriement de tous les prisonniers de guerre malades ou blessés, les échanges de prisonniers ont été malheureusement suspendus le 27 novembre après trois vols, qui n'ont permis que l'échange de 155 prisonniers irakiens contre 56 Iraniens. A la fin de l'année, la situation ne s'était pas encore débloquée. Pendant ce temps, la délégation de Bagdad poursuivait cependant ses visites dans les camps de prisonniers de guerre et d'internés civils.
